

2ACT

Les attachés territoriaux jouent leur carte

Récemment créée, 2ACT entend œuvrer en faveur de la reconnaissance et de l'évolution des missions des attachés territoriaux.

L'Association des attachés territoriaux des collectivités territoriales (2ACT) a vu le jour en janvier. Pour ces cadres de la fonction publique territoriale, le réseau de professionnels «vient combler un manque», près de trente ans après l'adoption de leur cadre d'emploi. A ce jour, la centaine de membres – les adhésions sont quotidiennes – sont convaincus, à l'instar de leur présidente Emmanuelle Dussart, que «l'association a une carte à jouer dans le contexte actuel de réforme».

A l'origine de ce regroupement, plusieurs constats. «A la lecture des offres d'emploi et des fiches métier, nous nous sommes rendu compte du décalage entre notre statut d'origine, qui n'a pas évolué, et la réalité de l'attaché territorial en poste», confie la présidente. Les professionnels ont également observé «l'absence de valorisation de cette fonction administrative par rapport à la filière technique». L'ambition de l'association est donc de «faire évoluer le métier et reconnaître les missions des attachés, de plus en plus spécialisées et exigeantes du point de vue des compétences».

Un statut à clarifier

A cette fin, 2ACT a d'ores et déjà organisé plusieurs ateliers de travail. Le premier porte sur «la reconnaissance des métiers» et consiste à recenser à l'échelle nationale les annonces d'emploi publiées et les profils requis. Objectif : établir une typologie des postes, des compétences et des niveaux d'études. Selon Emmanuelle Dussart, qui compte sur cette analyse pour faire apparaître «les métiers réellement exercés [...], cela viendrait confirmer le besoin important de clarifier notre statut».

L'atelier intitulé «outils de communication» a pour objectif prioritaire de créer, d'ici la fin de l'année, un site internet, «indispensable pour rendre effective la mise en réseau et faire connaître le travail entrepris».

Troisième axe de travail de l'association : dresser un état des lieux de la parité hommes-femmes parmi les attachés. Un volet important qui, selon l'association, «pourrait expliquer en partie la dévalorisation de la filière, jusqu'à présent essentiellement composée de femmes».

Emmanuelle Dussart, présidente de 2ACT.



J.-P. TEILLET

OBJET

Promouvoir l'identité du cadre d'emplois des attachés et directeurs territoriaux ; assurer la défense de leurs intérêts statutaires ; aider à une meilleure définition de la profession ; constituer un lieu d'échange et de concertation.

CONTACT

Emmanuelle Dussart, présidente,
email : 2act@laposte.net

Pour réaliser cette étude, 2ACT compte s'appuyer sur les bilans sociaux déjà recueillis et sur ceux sollicités auprès des 200 plus importantes collectivités locales. «Ceux des petites collectivités sont également bienvenus. Nous espérons que des attachés en poste prendront l'initiative de nous les faire parvenir», ajoute Emmanuelle Dussart.

Enfin, l'association envisage d'organiser une journée de rencontre et de tables rondes, «si le besoin s'en fait ressentir». Après quelques mois d'activité, elle s'est structurée, en misant à la fois sur le «caractère solidaire» qu'elle souhaite incarner, auprès notamment «des nombreux attachés territoriaux isolés dans de petites collectivités», et sur un discours syndical non revendicatif. L'objectif, à moyen terme, est de devenir un interlocuteur du ministère de la Fonction publique. *Pascal Weil*

Prévention de la délinquance Appel à candidatures

Le Comité interministériel de prévention de la délinquance et le Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU) lancent un appel à candidatures pour la 7^e édition du Prix prévention de la délinquance. Thème retenu cette année : la traite des êtres humains. La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 1^{er} août. Le lauréat recevra 10 000 euros et représentera la France au Prix européen de la prévention de la criminalité, en fin d'année.

Site internet : www.fffssu.org

Déplacements Signalisation piétonne et cycliste

En avril, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) a publié une étude, réalisée dans 13 pays, fournissant aux collectivités les outils et les bonnes pratiques en matière de signalisation piétonne et cycliste. Le but : sécuriser l'espace public pour les usagers de ces modes de déplacement.

Site internet : www.voiriepourtout.developpement-durable.gouv.fr

Santé mentale Exposition de posters

Les 18 et 19 septembre à Nantes, la 3^e rencontre nationale des conseils locaux de santé mentale et la 1^{re} rencontre nationale des acteurs des semaines d'information en santé mentale auront pour thème « Démocratie et santé mentale : quelles politiques ? quels acteurs ? quels partenariats ? » A cette occasion, l'association Elus, santé publique et territoires lance un appel à posters. Les propositions doivent être soumises avant le 30 juin.

Site internet : www.espt.asso.fr